Georgette Afiwavi Kponvi (Université de Lomé)

Dieu aux Urnes : De l'usage du religieux comme stratégie de renouvellement de l'offre politique dans les élections présidentielles de 2020 au Togo

Introduction

Les élections sont pour de nombreux pays africains subsahariens dont les expériences démocratiques sont jugées déjà difficiles et fragiles, un important moment de consolidation, non du processus de démocratisation mais des régimes assez controversés en quête de relégitimation, et peut être de renouveau (Quantin 2009 ; Jacquemot 2020). Les élections en Afrique ne sont que l'une des nombreuses manifestations de la confusion qui naît de la conception de ce qu'est une démocratie et qu'elle devrait être (Ake 1993), ou simplement d'une démocratie à la recherche d'un modèle (Quantin 2009). Ainsi, lorsque « les électeurs votent depuis longtemps et que le scrutin n'apporte rien » (Jacquemot 2020) ou que les élections sont « sans choix » (Hermet 1977, cité par Thiriot 2011), l'enthousiasme électorale décroît. Pour cela, il faut réviser sa copie et revoir sa stratégie pour s'assurer et se voir renouveler la confiance du peuple[1] (Grunberg/Haegel 2007 ; Kakai 2015). Aux côtés des techniques traditionnelles de fraudes, plus pratiques, mais qui font entorse au droit, au respect de la volonté du peuple, les acteurs politiques font recours au symbolisme religieux, plutôt abstrait et transcendant (Emile Durkheim). Si on s'en tient à Durkheim, qui considère la religion comme « une croyance subie sans discussion » et qu'effectivement elle constitue une caractérisation identitaire non-négociable (Gianni 1995), elle constitue une violation au même titre que les pratiques frauduleuses classiques, mieux, un abus de la fonction régulatrice de sa fonction classique (Paoletti 2012).

[1] Notion ayant une portée psychologique qui dénote l'inadéquation entre la parole politique tenue, les faits et gestes mis en jeu. Différence entre le niveau de l'ordre institutionnel et l'ordre institutionnalisé (Kakai 2015).

Dieses Werk ist als Open-Access-Publikation lizensiert unter CC-BY-NC-ND
© 2025 bei den Autor:innen, publiziert von AVM; https://doi.org/10.23780/9783960916505

La problématique des relations entre la politique et la religion relève d'un classicisme des études en science politique, tant elle a été tournée dans tous les sens, de sorte qu'il n'est plus questions que de relations, mais aussi de recomposition et de concurrence (Lepape 2018). Dans cette symbiose, Dozon (1995) lui, estime que c'est le religieux qui est à l'affût avec une prétention de répondre aux crises et quêtes de sens post-modernistes. Or, Coquery-Vidrovitch (2013) confirme que même si de nombreux pays africains se proclament laïcs, les dirigeants eux-mêmes font appel à la religiosité populaire, souvent grande, pour conforter leur position. Pour comprendre les origines de cette sempiternelle question en Afrique, il faut selon C. Mayrargue (2004) remonter à la contestation et l'effondrement généralisé des régimes autoritaires dans les années 1990, qui ont entraîné des évolutions chaotiques et contradictoires. À partir de l'exemple béninois,[2] ces fortunes démocratiques contrastées ont sans doute configuré autrement la position du christianisme notamment, et conforté les pratiques réformatrices.[3] En soi, l'usage ou l'évocation de *Dieu* dans le domaine politique sont constants et aussi très anciens dans l'histoire du politique, alors même que la séparation de l'Église et de l'État est fortement revendiquée. Aux États-Unis, chaque discours solennel d'un président américain est conclu par la formule « Dieu bénisse les États Unis d'Amérique », ou encore « Dieu bénisse nos armées », etc. En Afrique, cette alliance est d'autant plus forte que le continent est caractérisé à la fois par un dynamisme et par un pluralisme religieux qui démultiplient les possibilités d'interactions entre les acteurs et avivent autant les rivalités (Mayrargue 2017). L'influence du catholicisme romain est déterminante dans la démocratisation de nombreux pays africains, mais elle ne résume pas l'analyse des acteurs religieux engagés politiquement. La problématique politico-religieuse est faite d'un syncrétisme en mouvement entre religions traditionnelles endogènes et religions modernes généralement importées (Coquery-Vidrovitch 2013).

---

[2] Entre autres nombreux facteurs qui expliquent le succès de la transition politique du Bénin à partir d'une conférence nationale, est évoquée l'influence morale et philosophique de l'archevêque de Cotonou Mgr Isidore de Souza qui a présidé la conférence, et la présence des intellectuels catholiques rejoignant l'idée de « mobilisations collectives multisectorielles » (Banégas 1992).

[3] Le pentecôtisme notamment au Nigéria et au Ghana.

Au Nigeria, ou la « République pentecôtiste » (Obadare 2018), tout projet en lien avec le fauteuil présidentiel oblige à convoiter les faveurs de ces Églises aussi riches qu'influentes, y compris quand on est musulman (Batard 2020). De nombreux nigérians considéraient l'accession au pouvoir d'Olusegun Obasanjo comme une volonté divine, après que celui-ci a souvent mentionné dans sa campagne électorale (1999) avoir fait l'expérience de la « nouvelle naissance » en prison, après avoir été victime de la répression du dictateur Sani Abacha pour construire une légitimité de président et séduire l'électorat chrétien. Au Congo, l'ex-président Joseph Kabila a fait appel à la médiation de l'Église catholique dans la crise pré-électorale, et celle-ci est devenue plus engagée et engageante entre 2016 et 2018. D'ailleurs, on lui doit le succès de la transition entre Joseph Kabila et le gouvernement Tshisekedi. En Côte d'Ivoire, les derniers mois de la présidence de Laurent Gbagbo ont été marqués par d'énormes séances de prières collectives au palais pour « purifier le régime des forces du mal » (Raynal 2005).

La première phrase de l'hymne national du Togo souhaitant que « l'Eternel bénisse le Togo », et la 10ème strophe du premier couplet de l'hymne national rappelle que « Seul Dieu » ayant « exalté » le Togo, sont des indicateurs qui dénotent de l'inféodation du religieux à la construction même de la nation togolaise, l'hymne national lui-même ayant été écrit par un évêque de l'église catholique. C'est dire combien les circonstances sont favorables et que la voie est donc pavée pour que *Dieu* s'invite dans le développement politique du pays.

Au Togo, les autorités religieuses se sont donc enracinées à partir de 2016 sur la scène politique avec comme entrée les réformes institutionnelles et constitutionnelles aux côtés des partis de l'opposition. La crise socio-politique de 2017, déclenchée par le Parti National Panafricain, un parti d'opposition à forte appartenance musulmane, n'a fait que renforcer les évêques dans leurs actions de médiation pour une sortie de crise. Mieux, elle a préparé la voie à la présence de *Dieu* dans les élections présidentielles qui matérialisaient les réformes opérées.

Le 22 février 2020, le fauteuil présidentiel du Togo est mis en compétition pour un nouveau mandat de cinq ans, au cours d'une élection qui présente d'importants enjeux ou pas d'un acteur à un autre. De plus, à l'ère des réseaux sociaux et des mouvements contestataires émergents sur le continent, l'importante jeunesse de la population, au fait du droit

et de l'anarchie, devient de plus en plus demandeuse d'une offre politique réelle. De ce fait, de nombreuses stratégies sont développées par les différentes parties pour ressusciter l'intérêt de l'électorat à ces joutes électorales, eu égard à un régime qui s'est inscrit depuis plusieurs années dans la conservation du pouvoir et d'une opposition qui peine à le conquérir.

Dans un contexte de « fatigue du vote » (Jacquemot 2020), les candidats togolais aux élections présidentielles se servent de référencement religieux pour rénover et consolider leur candidature, une certaine légitimité religieuse afin de justifier la raison pour laquelle ils devaient être ou non choisis. Dans le cadre des élections présidentielles de 2020, *Dieu* n'a pas seulement servi à conclure les discours, mais surtout, à avaliser, orienter, approuver le futur président de la République. Elles ont été caractérisées non seulement par le choc des programmes de campagnes qui revendiquent le record de la plus belle, mais aussi par un combat discursif religieux. De ce fait « Dieu », le « Saint-Esprit » ont été les maîtres mots des affiches, des discours et des évènements de campagnes et meetings politiques tout au long du processus.

Il faut regarder l'inférence du religieux dans le politique sous l'angle de la théorie de l'innovation économique (Schumpeter). Sans innovation, l'économie comme la politique est stationnaire. Une pratique politique stationnaire fonctionne à l'image d'une boucle fermée qui ne produit aucun changement endogène.

Cet article est une analyse de l'usage du religieux dans les élections présidentielles de février 2020 au Togo, par le parti au pouvoir Union pour la République (UNIR), fille de l'ancien parti unique Rassemblement du Peuple Togolais (RPT), et le Mouvement Patriotique pour le Développement et la Démocratie (MPDD), parti de l'opposition, aux fins d'une proposition d'un nouvel espoir à l'électorat togolais et le conquérir, à partir de l'observation et de la collecte de données qualitatives du processus électoral. Cette réflexion n'a pas pris en compte le Parti National Panafricain (PNP) qui a une forte connotation religieuse mais n'a pas compéti. L'approche méthodologique est essentiellement qualitative : elle a allié l'observation du processus pré- et post-électoral, la collecte de données de contenu sur internet et toute autre plateforme de discussions et d'informations, l'analyse des discours et des images de la campagne électorale.

Le religieux s'invite en politique : Les autorités religieuses et la récente crise sociopolitique (2017-2018)

Il faut préciser que la crise sociopolitique de 2017 a particulièrement fait réagir les différentes communautés de croyants. Des séances de prières s'organisent par les différentes croyances religieuses, mais en ce qui concerne des actions concrètes, l'église catholique s'est révélée plus active notamment pour rappeler l'urgence de la mise en œuvre des réformes constitutionnelles (CET 17.09.2017), pour proposer des solutions inclusives et durables aux médiateurs et jusqu'à demander le report de la date initiale des élections proposées par la CEDEAO (La Croix 19.02.2018).Et pour cause, au Togo, la population chrétienne représente près de 44 % de la population dont 38 % sont pratiquants du catholicisme romain (International Religious Freedom Report 2019). Aussi, fort des liens historiques entre l'Église et l'État, le clergé catholique en particulier demeure influent dans le processus de consolidation démocratique du pays. La crise sociopolitique de 2017 a été en effet un préambule à l'invitation du religieux dans le processus électoral au Togo à partir de trois évènements à différents degrés d'impacts :

D'abord, en mai 2015, lors d'une visite au Vatican, le pape François invite les évêques togolais, « à continuer à faire en sorte que l'Église prenne la place qui lui revient, dans le processus de réformes institutionnelles en cours » (J-A, mai 2016). Cette invitation de la plus haute autorité de l'Église catholique a fait écho auprès de ses auditeurs et a été matérialisée, en avril 2016 par une « lettre pastorale » poignante dans laquelle les évêques dénoncent une léthargie post-électorale et appellent tous les acteurs à maintenir les revendications pour l'effectivité des réformes politiques. La lettre qui a été jugée « très osée » par certaines personnalités de l'opposition, a permis à la Conférence des Evêques du Togo (CET) et ses commissions Justice et Paix, d'initier dès cette période des formations et ateliers dans le sens de l'utilité des réformes. Certaines de ces activités sont effectuées avec l'appui technique de la Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO), qui y a envoyé des experts pour la formation des observateurs électoraux et du personnel du Conseil Épiscopal Justice et Paix (CEJP).

Le second évènement est le déclenchement de la crise en août 2017 par le Parti national panafricain (PNP),[4] un parti de l'opposition à forte appartenance musulmane. Dans le cadre de ses manifestations, ce parti, créé seulement en 2014, a réussi le pari d'une mobilisation collective importante dans un contexte d'abus et d'éreintement des manifestations politiques comme stratégie de conquête du pouvoir.

Enfin, on estime que la crise aurait atteint un pic lorsque Djobo Mohamed Alassani, imam et représentant local du Parti a été arrêté quelques heures après une prédication du vendredi à la mosquée centrale de la ville de Sokodé (Région centrale), arrestation qui a provoqué des heurts entre manifestants et forces de sécurité, et la mort de quatre personnes.

Afin de sortir de la crise sociopolitique qui survenait, les organisations chrétiennes de divers ordres sont montées au créneau pour dénoncer les violences militaires à l'endroit des chefs religieux musulmans. Cet intérêt des acteurs religieux pour la sauvegarde de la paix sociale a sans doute déclenché le regain d'activisme de l'archevêque émérite Mgr Kpodzro Philipe, un acteur historique du processus de démocratisation du Togo. Par ces implications dans la crise qui a juste précédé les élections, les acteurs religieux se sont imposés dans le processus électoral de sortie de crise, avec une légitimité qui découle de l'histoire politique même du pays, quoique des désaccords existent dans la stratégie des uns et des autres.

2. Quand le politique se sert du religieux

Des atermoiements préélectoraux au choix du candidat du « Saint-Esprit »

Les élections présidentielles de février 2020 paraissent avoir d'importants enjeux, puisqu'elles suivent directement les réformes constitutionnelles qui limitent à deux le mandat présidentiel et le scrutin à deux tours. Vu d'un autre angle, ces élections semblent loin des réformes constitutonnelles dans la mesure où chaque parti ou presque, est de nouveau sur le marché avec les mêmes produits et les mêmes stratégies. Un défenseur des droits de l'Homme explique le fait que l'opposition continue

[4] Le leader charismatique du parti, Tchikpi Salifou Atchadam, est originaire de Sokodé, ville musulmane où est également établi le siège du parti.

d'opter pour la même stratégie improductive par le fait qu' « ils ont la foi » (A. K. Afanou, février 2020). Toutefois, la solution à l'épuisement ou l'absence d'une stratégie de conquête de l'opposition sera apportée par l'archevêque émérite de Lomé, Mgr Kpodzro qui va désigner un « candidat unique de l'opposition ». Même si de nombreux pays en Afrique battent le Togo sur le mariage entre les religieux et les politiciens, cet acte du prélat surprend plus d'un, tant sur le plan national qu'international. Le soutien à ce candidat se déroulera dans le cadre d'une coalition jugée « atypique et contre-nature » (*Togo Réveil*, janvier 2021), dénommée la Dynamique Mgr Kpodzro (DMK).

Pour celui qui se dit « patriarche de la nation », il faut voir en son action, non seulement une action innovante, la première du genre dans l'histoire électorale du pays, mais aussi un *deus ex machina*, et un aboutissement de l'œuvre qu'il a commencée en 1991 lorsqu'il lançait l'ouverture de la conférence nationale souveraine qui a mis fin au parti unique de droit, puis qui s'est poursuivie en 1992, à la tête du Haut-Commissariat de la République, chargé de la rédaction de la Constitution de 1992. L'archevêque émérite est une figure historique de la démocratisation togolaise, et mieux la personnification de l'imbroglio église-Etat. C'est donc au cours d'un office religieux dans l'une des paroisses catholiques de Lomé que le candidat reçoit la bénédiction du prélat qui lui confie le drapeau togolais afin qu'il « triomphe avec la force de Dieu », expliquera plusieurs mois plus tard l'ancien évêque de Lomé (Données 04.2021).[5]

Il est à noter aussi que durant cette cérémonie religieuse, l'ancien premier ministre togolais, Kodjo Agbéyomé, est présenté par le prélat comme « le choix de Dieu pour l'Alternance » ou le « candidat du Saint-Esprit ». L'ancien évêque de Lomé, ennemi historique de Gnassingbé père, accompagne ainsi « son » candidat aux différents meetings de campagne. Toutefois, il fait cette précision : « Je ne suis pas en campagne électorale, j'accompagne celui que j'ai choisi […] comme Jésus qui a pris parti pour les malades, les pauvres et les veuves, je suis aux côtés d'une population qui souffre et qui aspire ardemment à une alternance politique » (RFI 15.02.2020). C'est aussi dans le même esprit religieux que

[5] https://doingbuzz.com/mgr-kpodzro-jai-remis-le-drapeau-togolais-a-agbeyome-pour-quil-triomphe/.

le candidat accepte cette nomination. Il se dit « rassuré de la volonté de Dieu de voir le pays libéré », et ajoute :

> Le défi est très grand. Je n'ai pas la prétention de pouvoir l'exécuter seul. Même si j'ai conscience que j'ai l'appui de Dieu, j'en appelle à tous les Togolais et Togolaises à se joindre à moi pour que nous puissions faire un beau cadeau au peuple togolais, surtout à sa jeunesse, en réalisant l'alternance. (Agbéyomé Kodjo, 01.02.2020)

Face au candidat du « Saint-Esprit », le pouvoir en place oppose son « candidat naturel », mais l'évocation du religieux n'y est pas à minima. Le candidat du parti au pouvoir a eu droit à un office catholique, un culte protestant et une prière musulmane pour sa bénédiction et des élections apaisées. Selon la Présidente Nationale du Mouvement des Femmes Unir, cet acte s'explique ainsi :

> Jésus nous a dit que vous ne pourriez rien faire sans moi. C'est pour cela qu'à chaque grand évènement, nous remettons le Chef de l'État entre les mains de Dieu pour que Dieu le protège afin qu'il accomplisse ce qu'il doit faire pour le peuple togolais.

Ces offices religieux marquent l'ouverture de la compétition électorale et la compétition du choix de Dieu.

Toutefois, il faut noter que, curieusement, que même si le prélat nonagénaire accompagne partout le candidat du MPDD dans les meetings importants, aucune affiche de campagne de ce dernier ne montre les deux, hormis le site internet de la Dynamique qui porte le nom de l'évêque (Photo ci-dessous).

Source : A. G. Kponvi, Données du 20.02.2020

Source : https://www.d-m-k.org

Cependant, le candidat UNIR, actuel chef de l'État a de son côté des affiches de campagne qui font référence au divin dans l'exécution de la mission présidentielle, comme le montre cette affiche (Photo ci-dessous) de campagne posée devant l'enceinte du Collège Protestant de Lomé.

La campagne électorale

Cette phase cruciale du scrutin en février 2020 au Togo n'est rien d'autre qu'une bataille politique dont l'arme semble se cristallisée autour de l'assurance de Dieu lui-même. « Dieu », durant la camapagne éléctorale, est à la fois un référentiel et un gage de réussite. De ce fait, des versets bibliques qui parlent de « la victoire garantie avec Dieu », « Dieu établit les rois », ou des épopées bibliques de guerres remportées par le peuple de Dieu, sont souvent évoquées dans les discours et meetings de campagnes. C'est donc logiquement que le « candidat du Saint-Esprit » était accompagné dans ces meetings de campagnes par celui qui œuvrait comme *Jésus*. L'archevêque émérite a souvent assuré l'introduction des discours du candidat, en expliquant entre autres combien « l'heure de l'alternance et du changement a sonné pour le Togo » et le fait que « Agbéyomé est la volonté de Dieu pour le peuple » (discours de Mgr Kpodzro à Tsévié 16.02.2020). Même si le candidat de l'opposition avait un programme de campagne à défendre, la référence religieuse à son action apparait ici comme l'innovation et l'exceptionnalité qui change à jamais l'histoire du peuple togolais.

De même, des prédictions et prophéties tous azimuts sont évoquées pour soutenir tel ou tel candidat. À quelques heures de la fin du meeting, un militant a écrit :

> Une dame avait prédit qu'Agbéyomé Kodjo serait président alors même que la Dynamique Kpodzro à ses débuts ne faisait pas du tout l'unanimité ! Nous qui avions une vision et une lecture par anticipation des choses avions accepté la dynamique et commencé à donner le meilleur de nous avant que cette dame ne parlât. Je continue par croire [que] Faure Gnassingbé ne pourra plus diriger ce pays car il est vomi depuis par Dieu, nos aïeux, le peuple, la communauté internationale […] Nous autres nous continuons par croire que le pouvoir est au peuple, et la voix de ce dernier étant la voix de Dieu, le choix du peuple et de Dieu est Agbéyomé Messan Kodjo, et donc le pouvoir lui reviendra. (Données de terrain, 27.02.2020)

Les ennemis intimes du Saint-Esprit[6]

Dans un contexte où la dévolution du pouvoir ne provenait plus de la seule volonté du peuple, la démocratie n'était donc plus en position d'avoir des ennemis intimes. De ce fait l'opposition s'été cistallisée essentiellement sur l'attitude de l'archevêque qui ne se comptentait pas uniquement de chosir le canditat mais également le soutenait ouvertement en y mettant son sceau sacré. Cette attitude crée sans doute une ambiguïté quant à la position politique de l'Eglise d'une part, et à l'appartenance politique des différents membres et des membres du régime en place d'autre part.

C'est d'abord la Conférence des Évêques du Togo (CET) qui a statué dans un communiqué que Monsieur Kodjo n'est « ni le candidat de l'Église catholique ni le choix de Dieu et invite les fidèles à faire preuve de sagesse pour choisir la personne qu'ils jugent capable de conduire la destinée du pays ».[7] En effet, pour ses pairs de la Conférence des évêques, cet acte n'est pasanodin. Le président de la Conférence des évêques du Togo de l'époque, Mgr Alowonou se fait plus précis quand il explique : « ce n'est pas le rôle d'un évêque de choisir un candidat à l'élection présidentielle […] nous ne sommes pas d'accord » (RFI 15.02.2020).[8]

Un autre prêtre missionnaire en Afrique, Donald Zagore, estime que :

> L'Église catholique au Togo traverse une période difficile. Si elle est attaquée par le pouvoir politique en place, l'accusant fondamentalement d'être partisane, elle doit aussi souffrir de l'attitude très controversée de son archevêque émérite et doyen des évêques, Son Excellence Mgr Kpodzro, qui ne manque aucune occasion d'afficher ses positions politiques partisanes […] Il y a des principes fondamentaux que nous devons rappeler, l'Église, par la voix de ses pasteurs, doit être capable de transcender les positions politiques partisanes pour défendre l'essentiel de la lutte politique qui est la défense de la justice et de la vérité. (Extrait d'entretien, 07.02.2020, ACI Afrique)[9]

---

[6] Nous nous inspirons du livre de Tzvetan Todorov, *Les ennemis intimes de la démocratie*, Paris, Robert Laffont, 2012.

[7] CET, rencontre extraordinaire du 4 Juillet 2019, https://africa.la-croix.com/au-togo-polemique-autour-de-lintervention-de-mgr-philippe-kpodzro/.

[8] https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200214-togo-presidentielle-archev%C3%AAque-philippe-kpodzro-soutien-agb%C3%A9yom%C3%A9-kodjo.

[9] https://www.aciafrique.org/news/547/larcheveque-emerite-du-togo-affichant-les-positions-politiques-partisanes-de-leglise-reflexion.

En effet, les engagements de l'Église pour la sortie de crise n'ont pas manqué de lui attirer les regards noirs du pouvoir en place qui évoque « un intégrisme religieux ». Le gouvernement va plus loin en faisant le lien avec l'extrémisme violent qui menace la sous-région et qui a ses racines dans le fondamentalisme religieux. Un acteur de la société civile, Me Zeus Ajavon, affirme avoir déconseillé au prélat de choisir l'ancien ministre togolais :

> J'ai supplié Mgr en disant : Mgr s'il vous plaît, ne choisissez pas M. Kodjo, ce n'est pas sa personne en tant qu'individu qui pose problème ; c'est son parcours politique […] Mgr ne m'a pas suivi. Il m'a dit que c'est le Saint-Esprit qui l'inspire, c'est ce qu'il m'a dit. (Données de terrain, 09. 08. 2021)[10]

La position de l'archevêque émérite est d'autant plus critique que, en tant que leader d'opinion de cette frange importante de la population togolaise que sont les croyants catholiques, son choix politique ouvert est avant tout vu comme une position politique de l'Eglise catholique au Togo. Or, il est certain que de nombreuses personnalités affiliées au pouvoir sont aussi de confession catholique, et comme d'autres candidats à cette élection. À ce propos justement, l'ancien ministre de la santé, membre des « Sages d'UNIR » affirme sur un media local : « Moi aussi je suis catholique mais je suis UNIR ». Et d'ajouter « Donc dire que les catholiques voteront monsieur Agbéyomé Kodjo parce qu'il a été choisi par Mgr Kpodzro, ce n'est pas vrai » (Nana fm, 30.01.2020). Il semble que les résultats finaux lui donnent raison, car son parti remporte effectivement le scrutin avec un pourcentage de 72,36 % contre 18,37 % pour le « candidat du Saint-Esprit ». Aussi, au-delà du cadre religieux, l'acte de la remise du drapeau togolais ne manque pas de soulever l'indignation du gouvernement qui parle d'un usage abusif des symboles de l'État que sont le drapeau et l'hymne, un comportement « à la limite de la légalité » estime le ministre de la Justice, Garde des sceaux.

Post-actum

Une lecture des évènements post-électoraux pousse sans doute le lecteur à se demander : Dieu s'est-il trompé ? Les résultats officiels de la

[10] Propos recueillis lors du passage de l'acteur sur une antenne de radio locale, Nana Fm.

CENI donnaient en effet le candidat du parti au pouvoir vainqueur avec 72,36 % des suffrages exprimés contre 18,37 % pour le candidat de l'opposition désigné et soutenu par l'archevêque émérite de Lomé. Un internaute commentait ainsi les résultats : « même si Jésus descendait pour les élections, il n'aurait pas eu 72 % » (Données du 25.02.2020). La contestation électorale étant devenue partie intégrante des élections en Afrique en général, (Meledje 2009), l'archevêque Kpodzro conteste les résultats et appelle les citoyens à « donner l'assaut final, tel le peuple d'Israël à la conquête de la ville de Jéricho » (Données de 04.2020). Il appelle ses collègues évêques à reconnaître la victoire de son candidat. Après la proclamation des résultats, le candidat élu pour son troisième mandat en appelle à Dieu dans son discours de remerciements :

> Je vous remercie pour cette victoire, je remercie surtout Dieu Tout-puissant car c'est lui qui nous a donné cette victoire […] Nous avons besoin de Dieu pour vous servir, pour ne pas oublier les engagements que nous avons pris. (Télévision Togolaise, Journal, 25.02.2020)

La validation des résultats par la Cour Constitutionnelle n'a pas pour autant mis fin aux prédictions. Un « prophète de la Nation » a été arrêté par le Service central de renseignements et d'investigation criminelle (SCRIC) pour avoir déclaré en août 2020 que « nul ne peut empêcher la montée sur le trône de Gabriel Messan Agbéyomé ». Agbéyomé Kodjo s'est exilé, alors qu'une procédure judiciaire l'accuse d'atteinte à la sureté de l'État, d'usage des insignes de l'État, de nominations illégales, de troubles aggravés à l'ordre public ainsi que de dénonciations calomnieuses (*Jeune-Afrique*, avril 2020). Il est évident que pour le président élu, c'est la fin de l'agape et que l'heure n'est plus aux prédictions. Elles ont été utiles comme contre-stratégie dans la situation particulière que représentait la désignation de cet ancien du régime RPT par un évêque, mais ces prédictions n'étaient pas particulièrement le *modus operandi* du régime de Lomé, qui est loin d'être enfant de chœur de la compétition électorale.

Conclusion

La bataille du religieux pour le choix d'un candidat au poste de la magistrature suprême du Togo est une première dans l'histoire politique électorale du Togo. L'environnement politique préélectoral a d'abord été très tôt marqué par les prêtres catholiques qui ont particulièrement revendiqué la légitimité de l'Église d'obédience catholique à s'exprimer sur les différents enjeux sociopolitiques du moment. Dans le cadre des élections présidentielles de 2020 au Togo, Dieu a été hissé au rang de juge constitutionnel, d'électeur, et de candidat. Le combat d'idées et d'offres politiques convaincants fait place à un combat d'« élus de Dieu », avant d'être ceux du peuple. En soi, dès l'ouverture du processus par le dépôt des candidatures, le discours religieux était présent, tant par les acteurs politiques, mais aussi par la société civile et une frange « très pieuse » de l'électorat. Si la position de l'archevêque émérite de Lomé, Mgr Kpodzro, met l'Église catholique en avant-garde de la lutte pour l'alternance, les autres doctrines du christianisme (pentecôtistes, évangéliques) ainsi que les religions traditionnelles n'ont pas affiché de positionnement clair durant ce processus, en maintenant toutefois un discours qui prône la paix et la cohésion sociale. Toutefois, le processus électoral n'ayant pas abouti à l'alternance de personne et de parti politique, et à la prise du pouvoir par le « candidat du Saint Esprit », des questionnements demeurent, considérant l'issue de ce processus électoral qu'on qualifierait de politico-religieux : « Dieu » se serait-il trompé ? En d'autres termes, la religion a-t-elle réellement un rôle révolutionnaire et de transformation dans une histoire politico-électorale essoufflée par une système politique patrimonial et clientéliste ? Les jeux et les stratégies des acteurs politiques ne sont-ils pas émancipés du mariage séculier religion-politique tout en contredisant les hypothèses d'une prédestination du pouvoir ? Et si le référencement au religieux était en fait une demande du marché (électorat) lui-même par rapport à l'offre politique électorale (programme de campagne) qui s'est éreintée de part et d'autre, tant du côté du parti au pouvoir que de l'opposition, au fil des années ?

Bibliographie

Ake, Claude, « The unique case of African democracy », dans *Royal Institute of International Affairs*, vol. 69, n°2, 1993, 239-244.

Ayetan, Charles, « Au Togo, la part de Dieu dans la résolution de la crise politique », dans *La Croix Africa*, 2018, en ligne : https://africa.la-croix.com/au-togo-la-part-de-dieu-dans-la-resolution-de-la-crise-olitique/#&_ga=2.174256928.34173455.1667907694-1800649728.1667907684 (consulté le 10.10.2021).

Ayetan, Charles, « Au Togo, le combat de Mgr Kpodzro pour l'alternance politique », dans *La Croix Africa*, 2019, en ligne : https://africa.la-croix.com/au-togo-le-combat-de-mgr-kpodzro-pour-lalternance-politique/#&_ga=2.46451111.1020758622.1667908919-467505543.1667908918 (consulté le 10.10.2021).

Batard, Anouk, « La République pentecôtiste du Nigeria », dans *Le Monde diplomatique*, 2020, 16-17.

Coquery-Vidrovitch, Catherine, « Religion et politique en Afrique Subsaharienne », dans *La Revue internationale*, 2013, 65-70.

Dozon, Jean-Pierre, *La cause des prophètes. Politique et religion en Afrique contemporaine*, Paris, Seuil, 1995.

Fath, Sébastien/Mayrargue, Cédric, « Les nouveaux christianismes en Afrique. Introduction thématique », dans *Afrique contemporaine*, vol. 4, n°252, 2014, 13-26.

Gianni, Matteo, « Multiculturalisme et démocratie : quelques implications pour la théorie de la citoyenneté », dans *Swiss Political Science Review*, vol. 1, n°4, 1995, 1-39.

Jacquemot, Pierre, *De l'élection à la démocratie en Afrique (1960-2020)*, Paris, Editions Fondation Jean-Jaurès, 2020.

Jade, Charles, « Présidentielle au Togo : la candidature d'Agbéyomé Kodjo divise l'opposition », dans *Jeune Afrique*, 2020, en ligne : https://www.jeuneafrique.com/877990/politique/presidentielle-au-togo-la-candidature-dagbeyome-kodjo-divise-lopposition/ (consulté le 29.07.2025).

Mayrargue, Cédric, « Trajectoires et enjeux contemporains du pentecôtisme en Afrique de l'ouest », dans *Critique internationale*, vol. 1, n°22, 2004, 95-109.

Meledje, Francisco Djedjro, « Le contentieux électoral en Afrique », dans *Pouvoirs, Seuil*, vol. 2, n°129, 2009, 139-155.

Paoletti, Giovanni, « Les deux tournants ou la religion dans l'œuvre de Durkheim avant les formes élémentaires », dans *Année sociologique*, vol. 62, n°2, 2012, 289-311.

Radio France Internationale – Afrique, « Présidentielle au Togo : l'archevêque émérite Mgr Kpodzro soutient Agbéyomé Kodjo », 2020.

Raynal, Sandrine, « En Côte d'Ivoire, les forces du mal contre les forces du bien », dans *Hérodote*, vol. 4, n°5, 2005, 111-128.